



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE
ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

COMMUNE DE GARDANNE

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE**

Arrêté n° 2024-2457

OBJET : Dérogation de tonnage pour Monsieur BARRE Philippe et ses prestataires du 15 octobre au 30 novembre – Abrogation de l'arrêté n°2024-2351 du 16/10/2024.

Le Maire de la Commune de Gardanne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 1111-1 à L. 1111-6, L. 2212-1 et L. 2212-2 ;

Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2122-4, L. 2125-1 et L. 3111-1 ;

Vu le Code Pénal et notamment les articles R610-5, R632-1, R634-2, R644-2 et R644-3 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L. 115-1, L. 141-10, L. 141-11 et L. 141-12 ;

Vu le Code de la Route et notamment ses articles L. 325-1, R. 325-1 à R. 325-52, R. 411-1 à R. 411-8, R. 411-25 à R. 411-28 et R. 417-4 à R. 417-12 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

Vu l'arrêté préfectoral des Bouches du Rhône n°2012297-0004 du 23 Octobre 2012, relatif à la lutte contre le bruit ;

Vu la décision municipale N°2023-80 concernant la tarification des droits d'occupation du domaine public pour l'année 2024 ;

Vu la demande de stationnement référencée ODP-24-195 présentée par **Monsieur BARRE Philippe et ses prestataires** en date du 10 octobre 2024 ;

Considérant qu'une erreur s'est glissée dans l'article 1 de l'arrêté n° 2024-2351 du 16 octobre 2024 ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de rappeler et de prescrire toutes mesures propres à assurer la sûreté et la commodité du passage dans les rues, places et voies publiques.

ARRÊTE

Article 1 :

L'arrêté n°2024-2351 est abrogé.

Article 2 :

Monsieur BARRE Philippe et ses prestataires sont autorisés à faire circuler sur les voies publiques un poids lourd de maximum 32 tonnes pour effectuer **une évacuation de terre Chemin vallon Saint-Pierre - 13120 Gardanne du 15 octobre au 30 novembre 2024 de 08h à 18h.**

Article 3 :

A aucun moment il ne sera autorisé à emprunter le centre-ville.

Article 4 :

La sécurité des piétons et des véhicules devra être assurée et toutes les règles de sécurité devront être respectées.

Toutes les mesures appropriées devront être prises pour limiter les nuisances et maintenir propres en permanence les abords du chantier situés sur le domaine public.

Article 5 :

Cet arrêté n'est jamais renouvelé tacitement et ne confère aucun droit acquis.

Il appartient aux personnes souhaitant une autorisation d'en formuler en temps voulu la demande.

Ainsi, l'autorité municipale se réserve le droit de suspendre ou de ne pas renouveler l'autorisation d'occupation du domaine public en cas de non-respect du présent arrêté.

Article 6 :

Le montant de la redevance d'occupation du domaine public est fixé **195 euros** (13X10€ jour + 65€/mois) conformément à la Tarification des droits d'occupations du domaine public. (N°2023-80)

Article 7 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements.

Article 8 :

Monsieur le Maire, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale et Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de faire respecter le présent arrêté et de sa transcription au registre des arrêtés.

Fait à Gardanne, le 18 octobre 2024.

Le Maire,

Hervé GRANIER

Pour le Maire et par délégation
Antonio MUJICA 1^{er} Adjoint

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours gracieux auprès de Monsieur le maire de Gardanne, sis Mairie de Gardanne, cours de la République - 13120 GARDANNE. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le présent arrêté peut également faire l'objet, dans le même délai de deux mois à compter, soit de la date de sa notification ou de sa publication, soit à compter de la décision de rejet du recours gracieux, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Marseille sis 31 rue Jean-François Leca – 13002 MARSEILLE.

Publié le : 24 OCT. 2024

Notifié le :